



INTERVENTION CESER Gilets jaunes

Monsieur le Président,
Chers et chères collègues,

Les gilets jaunes ont fait apparaître au grand jour la fracture sociale et territoriale qui traverse notre pays et notre région. Ils ont mis en lumière la place centrale que doit occuper la justice sociale et fiscale pour l'acceptation de toute politique. L'UNSA, avant même que n'éclate cette révolte, avait demandé que l'indispensable transition écologique soit négociée et inscrite à l'agenda social et fasse l'objet d'un accompagnement social, en vain.

L'UNSA ne peut que regretter que cette demande dans une politique gouvernementale qui laisse peu de place aux corps intermédiaires et aux associations n'ait pas été entendue.

L'UNSA a pris acte des annonces faites lundi soir par le Président de la République qui sont censées redonner du pouvoir d'achat.

Elle s'inquiète cependant, alors que le pouvoir d'achat est en berne pour tous, que les agents publics n'aient pas été cités, alors que 46 % d'entre eux, de catégorie C, ont une rémunération avoisinant le SMIC, quand elle ne lui est pas inférieure. L'UNSA s'interroge également sur les effets sur la protection sociale de l'exonération de cotisations sociales.

Le Président a-t-il pour autant pleinement convaincu ? L'écart entre le discours et la pratique gouvernementale jusqu'à présent constatée peut en faire douter.

Certes, le président a bien identifié, dans le mouvement social en cours, la part de rancœurs et de colères accumulées, générées par l'injustice sociale. Mais comment prétendre la prendre en compte sans rectifier le déséquilibre d'une politique fiscale qui a fait compenser par les revenus modestes les allègements consentis pour les entreprises et les plus riches ? Comment prétendre, à juste titre, rétablir le consentement social à l'impôt, sans cesser de privilégier la taxation, socialement très injuste, au détriment d'une fiscalité progressive proportionnant l'effort demandé à la réalité des revenus ?

Pour l'UNSA, ces hypothèques sociales et politiques n'ont pas été levées. Le rétablissement de la confiance en dépend.

Mais au-delà de ces interrogations, l'UNSA note que l'intervention du président de la république marque enfin un geste concret et visible. Pour autant, tout n'est pas réglé. La confirmation de la tenue d'une vaste concertation peut être l'occasion d'élaborer des solutions.

L'UNSA est prête à y participer mais à deux conditions qui doivent être véritablement garanties :

L'UNSA veut tout d'abord être certaine que cette concertation permette une délibération démocratique de qualité, au niveau national comme dans les territoires, avec les acteurs sociaux et les associations représentatifs mais aussi les citoyens de toutes catégories, notamment ceux qui sont le plus éloignés de la politique traditionnelle.

Ensuite l'Unsa veut être sûre que la fiscalité, le logement, la mobilité, l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'accès à la santé, les services publics, autant de thèmes qui participent de la transition écologique, seront bien traités dans une véritable logique de co-construction visant la justice sociale.

Si ces deux conditions sont réunies l'UNSA s'y engagera pleinement et à tous les niveaux, convaincue que le dialogue citoyen est indispensable pour espérer reconstruire le lien républicain.

Pour le Groupe Unsa Nouvelle-Aquitaine

Philippe DESPUJOLS